

Ce qui s'agite

Marie-Hélène Constant

Numéro 325, automne 2019

60 ans de luttes et d'idées. 1. Une révolution fragile

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91830ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Constant, M.-H. (2019). Ce qui s'agite. *Liberté*, (325), 48–51.

Ce qui s'agite

Apparue au courant des années 1960, la pensée décoloniale cherchait à rendre aux peuples – et notamment aux Québécois·es – le pays qui leur avait été dérobé. Ce discours n'était cependant pas sans contradictions.

Par Marie-Hélène Constant

En 1973, Jacques Ferron, à qui je retourne souvent, écrit : « Le Québec, qu'on le prenne de tous bords, tous côtés, c'est une difficulté intellectuelle, une entité qu'on ne retrouve pas dans les livres de définition. » Entre le colonisé et le colonisateur, le Québec balance et les angles morts sont nombreux. Témoignant d'une histoire nationale complexe et avec la lucidité qu'on lui connaît, le bon docteur ajoute que « [s]i l'on cherche à l'en revêtir de force chez les grands tailleurs reconnus, tel Maurras, tels Memmi et Fanon, il est mal fagoté et nos célèbres intellectuels, ses habilleurs, ont des comportements bizarres ». Suivant sa réflexion, c'est donc dire que l'appropriation et le rapatriement de certains discours critiques ou militants – nationalistes intégraux et décolonialistes en tête – dans les milieux intellectuel et littéraire québécois doivent susciter plus de questions qu'apporter de réponses. Alors que les années 1960 accueillent assez bien l'idée que le peuple canadien-français doit lutter contre les dominations d'Ottawa, Londres, New York et Rome, les années 2000 voient plutôt les revendications autochtones prendre le devant de la scène. Si la circulation des pensées de la décolonisation joue un rôle important dans l'expression de désirs et d'idéaux nationalistes de gauche, tant dans des revues comme *Liberté* ou *Parti pris* qu'au sein de regroupements militants, c'est peut-être à la lumière de la résurgence des écrits de la décolonisation – entendue comme un processus visant la monstration et le démantèlement de toutes formes du pouvoir colonial – que l'on peut mieux saisir la portée de cet argumentaire et des alliances qu'il crée ou récuse.

S'inscrivant dans la rhétorique d'un particularisme francophone, les recours à la décolonisation comme outil de pensée apte à témoigner de la situation des Canadiens français tiennent à certains passeurs – Gaston Miron et Hubert Aquin, par exemple –, mais aussi à la visite, à Montréal, de penseurs influents tels qu'Albert Memmi. Ces usages tendent cependant, et de récents travaux dont ceux de David Austin et de Sean Mills le montrent bien, à garder dans l'ombre certaines luttes, oblitérant par l'utilisation même du langage les revendications féministes, noires... et des Premiers Peuples. Or cette question mériterait un article en soi : c'est aussi par l'inscription dans une tradition précise que l'argumentaire emprunté aux pensées de la décolonisation prend racine, au Québec. Et cette écriture de l'histoire majoritaire se caractérise par la croyance en deux peuples fondateurs, autant

qu'elle teinte la manière d'envisager et de comprendre les théories de la décolonisation. Les mythes ont, après tout, la couenne dure et une force de cohésion importante au sein des ensembles dits nationaux.

Dans l'espace de dialogue ouvert par *Liberté* au moment charnière qu'est le début des années 1960, le discours de la décolonisation apparaît assez rapidement – explicitement dès 1962, implicitement dès les premiers numéros – comme le socle permettant aux intellectuel·les de l'époque de comparer le Québec avec d'autres nations qui ont acquis l'indépendance et celui d'un affrontement avec les ascendances canadienne-anglaise, américaine et cléricale. La décolonisation fédère, dans les années 1960, tout un pan de l'intelligentsia francophone où l'indépendance nationale reflète la mise au monde de l'être québécois, la condition *sine qua non* d'une expression communautaire et individuelle complète enfin libérée des « chaînes » de son présent colonial.

Cartographie

Demi-colonisés, comme il y a des demi-civilisés et des demi-vierges, quelques raisons nous avaient empêchés d'aller jusqu'à l'entier, à savoir notre appartenance à une culture souveraine, l'éloignement de l'Angleterre, les communications difficiles que l'hiver suspendait, le voisinage américain. Et il y en avait une autre : notre rôle d'intermédiaires entre le colonisé par excellence, qui l'a été à en crever, l'Amérindien, et le colonisateur. Nous tenions de l'un et de l'autre.

— Jacques Ferron, « La soumission des clercs », 1963

Liberté 59 arrive à la fin d'une décennie portant les marques de la Révolution cubaine, des indépendances africaines et des mouvements pour les droits civiques aux États-Unis. En 1959, la grève des réalisateurs de Radio-Canada et le décès de Duplessis polarisent sans aucun doute les prises de position dans le milieu intellectuel québécois. Si les « jeunes écrivains » participant à l'élaboration de cette nouvelle « revue littéraire et de culture » entendent, comme ils le présentent dans le premier numéro, tenir « compte d'étape en étape de l'évolution de la pensée, de la création sous toutes ses formes, de la vie artistique à travers toutes ses manifestations », c'est que le Québec des années 1950 voit, malgré sa commode étiquette de Grande Noirceur, de multiples et complexes changements bouleverser sa société et ses institutions.

Dans l'éditorial inaugural, l'équipe de *Liberté 59* témoigne

de cette volonté de renouveau incarnée par une nouvelle génération d'écrivain-es pour qui le nationalisme conservateur ne fait pas rêver d'avenir. Dans une démarche mettant au premier plan le français comme moyen d'expression privilégié, la revue entend rassembler des voix canadiennes :

LIBERTÉ'59 est une revue nationale et à cette fin, elle désire s'assurer la collaboration des intellectuels canadiens, qu'ils soient de Montréal, de Winnipeg ou de Vancouver. Il faut préciser, cependant, qu'il ne s'agit pas d'une revue bilingue mais d'une revue de langue française à laquelle pourront collaborer nos confrères de langue anglaise par des articles traduits.

Ces bras tendus à la francophonie canadienne – ou plutôt au Canada français – permettent de situer l'espace de dialogue qui préside à la naissance de *Liberté* en nous rappelant que le ROC (*Rest of Canada*) est une invention assez récente. Liée à une rhétorique nationaliste québécoise, l'expression même marque un moment de rupture où la coïncidence entre le Canada français et le Québec n'est alors plus possible, autant dans le domaine culturel que politique des années 1990. Ainsi, l'ouverture aux textes canadiens-français se couple, dans la revue, à une présence des littératures étrangères. La volonté initiale de « déborde[r] largement les frontières canadiennes » passe aussi par la distribution dite utile du périodique : « [La revue] est adressée régulièrement à une centaine d'autres revues réparties sur les cinq continents, à plus de soixante-quinze éditeurs et critiques européens, à une dizaine des plus importantes bibliothèques du monde, à plusieurs ambassades canadiennes à l'étranger. »

Le visage tourné vers le monde, la jeune revue passe le cap des années 1960 en recevant l'actualité internationale et les nouvelles idées anticoloniales. À l'aube de ce qui sera nommé la Révolution tranquille, la colonisation devient dissonante pour plusieurs intellectuel·les francophones de gauche. Symptôme d'un assujettissement aux élites *Canadian*, catholiques ou bourgeois, les maux des colonialismes se combattent notamment par la reprise et le rapatriement des pensées décoloniales francophones. Les écrits et les idées d'Aimé Césaire, de Frantz Fanon, d'Albert Memmi, mais aussi de Jacques Berque et de Léopold Sédar Senghor laissent des marques dans les milieux intellectuels franco-montréalais, notamment par la médiation de Jean-Paul Sartre.

Rapatriements

Foyer incontournable des idées socialistes, laïques et révolutionnaires, la revue *Parti pris* (1963-1968) joue un rôle fondamental dans la circulation des écrits de la décolonisation. D'autres que moi en ont déjà proposé des tours d'horizon exhaustifs, mais il importe de garder en tête l'emboîtement des luttes que cristallisent la revue et ses activités militantes. La révolution partipriste vise « l'accession des classes laborieuses au pouvoir économique-politique », écrit Paul Chamberland en 1965, en vue de l'indépendance nationale de l'État québécois. Avec le concours du Club Parti Pris, qui organise des séances d'information et des ateliers, les intellectuel·les qui gravitent autour de la revue et de la maison d'édition du même nom prônent une organisation effective et radicale, des actions concrètes. Délesté du système colonial et de ses ramifications dans l'organisation

du travail, les structures gouvernementales, religieuses ou d'enseignement, le peuple militant pour sa libération accède, en ce sens, à la grande Histoire. L'étrange malaise québécois dont témoigne par exemple Gaston Miron trouvera un nom, s'exprimera en des termes retrouvés : la colonisation et l'être colonisé personnifient une situation à combattre au nom de la liberté. C'est ainsi que, nourris par les luttes algériennes, cubaines ou congolaises, pour ne nommer que celles-là, les partipristes adoptent rapidement le langage de la décolonisation. Passées dans l'usage, les idées de Berque, de Fanon et de Memmi alimentent souvent, de manière souterraine, les textes, les moyens et les idéaux qu'ils véhiculent. L'exercice de réappropriation du langage est ici au cœur de ce qui s'agit dans les discours critiques, culturels et politiques; le colon comme valeureux défricheur d'un territoire continental ou éloigné n'est plus au goût du jour et se voit remplacé par une figure symbolisant le manque, le personnage loquace (essentiellement blanc et masculin) d'une lutte révolutionnaire.

Occupant un créneau différent, *Liberté* ne manifeste pas avec autant de véhémence son opposition à un système colonialiste donné. Du moins, la nature de la lutte à mener se

Miron et Chamberland se lient d'amitié avec Aimé Césaire, et la négritude qu'il prône a des échos importants au Québec.



distingue d'un lieu à l'autre, comme en témoigne l'éditorial « Lettre aux mystiques de la violence » de Fernand Ouellette. Ce texte, chapeautant le numéro de mars-avril 1963, appelle à la paix et s'élève contre la « barbarie [qui] change de nom, mais demeure toujours la même », à la suite de la mort d'un homme. Sans jamais nommer le Front de libération du Québec et le gardien de nuit tué par l'explosion d'une bombe d'une cellule terroriste du FLQ à Montréal, Ouellette condamne la violence et le recours aux armes. Or, la nature profondément dialogique de la revue est réitérée dans la construction de ce numéro qui réunit, écrit André Belleau, des poètes et des essayistes plus jeunes que les collaborateurs habituels, au nombre desquels l'on retrouve André Major et Paul Chamberland :

Entre ces derniers et *Liberté*, il y a d'abord ceci : dix ans. On entend souvent dire que les générations se succèdent ici plus rapidement qu'ailleurs. [...] Nous avons remarqué quelques-unes de ces œuvres et constaté que les journaux et revues accordent peu d'attention aux moins de vingt-cinq ans. [...] Plusieurs sont inscrits au Mouvement laïque et au R.I.N. La plupart croient à

Nous avons une bonne et une mauvaise nouvelle à vous annoncer.

***Chouette! Liberté a
une nouvelle maquette! :)***

***Zut! le numéro est passé
à 15\$! :(***

***Mais pour la prochaine année, le
prix de l'abonnement
reste le même... :)***

***Prenez part à la vie artistique et
politique du Québec tout en nous
aidant à tenir le cap
en toute indépendance.***

***Tous les détails sur notre site
< revueliberte.ca >.***

	<i>1 an 4 n^{os}</i>	<i>2 ans 8 n^{os}</i>	<i>3 ans 12 n^{os}</i>
<i>En kiosque</i>	<i>60\$</i>	<i>120\$</i>	<i>180\$</i>
<i>Abonnement</i>	<i>45\$</i>	<i>85\$</i>	<i>120\$</i>
<i>Tarif étudiant</i>	<i>40\$</i>	<i>—</i>	<i>—</i>

LIBERTÉ
art & politique

l'action collective, considèrent le socialisme comme la voie et le lendemain de l'Indépendance, ont lu Marx et Lénine, admirent Jacques Ferron, Pierre Vadeboncoeur, Gaston Miron.

La littérature est, dans la logique de Belleau et plus largement dans celle de *Liberté* à l'époque, le terrain d'un combat. En ce sens, le numéro accueille plusieurs poètes et les « essai[s] de situation au plan idéologique » de Major et de Chamberland, position radicale pour le premier et indépendantisme plus nuancé pour le second. Major s'attache là à se distinguer de la revue *Cité libre* en mettant de l'avant une lutte « les armes à la main » contre l'aliénation; les textes du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) réunissent, dans son argumentaire, sa génération, pour laquelle tout socialiste « conséquent » y retrouve le « sens de l'action ». Ce rapport à *Cité libre* que d'aucuns entrevoient comme un repoussoir est également le lieu d'une prise de position de Jacques Poisson, qui, dans le dossier « Le Canada français, les clercs et les autres » (*Liberté*, 1962), offre une réponse à Pierre Elliott Trudeau et à sa « somme antiséparatiste ». Déboulonnant l'argumentaire de Trudeau, Poisson se réfère explicitement à la décolonisation pour mettre en lumière le « nationalisme algérien, cette curieuse pierre de touche pour la sincérité de *Cité Libre* » qui sert, toujours selon l'auteur, à faire « croire que l'Algérie, en devenant indépendante, ne fait que suivre le bon exemple de la Confédération canadienne ». L'exemple n'est pas anodin dans la mesure où il témoigne de la circulation des pensées de la décolonisation et de leurs appropriations des deux côtés du spectre nationaliste, canadien-français ou canadien-anglais. Il en va de l'instrumentalisation des luttes pour la décolonisation qui, dans les discours militants, servent d'argument d'autorité.

Passages

Un premier moment fort dans la réception et les usages des pensées décoloniales s'observe donc dans les premières années de la décennie 1960. La borne temporelle de 1963 est à cet égard symboliquement marquante, avec la naissance de *Parti pris* et la publication de « Culture et colonialisme » d'Aimé Césaire dans le premier numéro de la cinquième année d'activité de *Liberté*. Ce texte, transcription d'un « [d]iscours prononcé au premier [C]ongrès des écrivains noirs, en octobre 1956, à Paris, et reproduit avec l'autorisation d'Aimé Césaire et de "Présence Africaine" », s'attache à dégager ce qui « unit des hommes aussi divers que des Africains de l'Afrique noire et des Américains du Nord, des Antillais et des Malgaches ». La « situation coloniale » apparaissant comme le dénominateur commun de ces peuples, la réflexion de Césaire pose les balises d'une pensée générale sur la culture nationale. Les Canadiens français ne sont pas au cœur de la réflexion du penseur martiniquais, mais leur situation, pensée en termes de colonialisme et d'aliénation, est abordée au regard de celle des pays qui deviendront, un peu plus tard, ceux de la francophonie :

Et nos frères [a]méricains eux-mêmes sont, par le jeu de la discrimination raciale, placés de manière artificielle et au sein d'une grande nation moderne, dans une situation qui ne se comprend que par référence à un colonialisme certes aboli, mais dont les séquelles n'ont pas fini de retentir dans le présent.

La publication de cette conférence entre certes dans le mandat de la revue de faire circuler diverses idées et de faire connaître des auteur·es de l'étranger, mais elle est fortement enlacée au rôle dynamique de passeur que joue Gaston Miron. Ce dernier jouit d'ailleurs de plusieurs lieux de publication, ses textes circulent autant en revue qu'à l'occasion d'événements ou qu'en recueil. Miron et Chamberland se lient d'amitié avec Césaire, sans conteste une figure majeure de la décolonisation à Montréal, et la négritude qu'il prône a des échos importants au Québec. La correspondance entre Claude Haefely et Gaston Miron témoigne notamment, dès les années 1950, de l'impression d'une grande parenté entre ce que décrit Césaire et la situation québécoise. Les années 1960 semblent se reconnaître dans le miroir qu'offre Césaire de la domination culturelle et du colonialisme.

Or, cette fortune critique reconnue par l'histoire littéraire et souvent réitérée nous invite aujourd'hui à nous questionner sur les motifs et les lieux de la récupération des idées de Césaire, les tactiques conscientes ou non de « blanchiment » de ces notions, dont l'apogée serait, pour plusieurs critiques de l'époque, la publication de *Nègres blancs d'Amérique* par Pierre Vallières en 1968. Il ne faut surtout pas oublier que l'idée a à l'époque ses détracteurs et ses partisans, et s'inscrit dans une présence de l'expression (« nègre blanc ») qui remonte au moins jusqu'aux années 1920. Encore une fois, ce qui se joue plus largement, c'est une resémantisation de la grappe de mots associés à la colonisation en fonction des époques et des horizons politiques et militants. La réflexion sur la présence minoritaire de la culture et de la langue en Amérique du Nord n'est pas neuve, tout comme le recours aux concepts raciaux ; ce sont les éléments de comparaison et les contextes de lutte auxquels l'on réfère qui en distinguent les usages.

Le travail d'Hubert Aquin participe aussi à faire de la décolonisation une pensée en circulation. Les textes d'Aquin dans *Liberté*, dont la fortune récente le place en quelque sorte en père spirituel de tout un groupe d'intellectuel·les de son époque, contribuent à la mise en mots de la situation canadienne-française puis québécoise par l'entremise des vocables de la décolonisation. Mais c'est aussi et peut-être surtout par le truchement de son travail de recherche, d'écriture et de production pour plusieurs films de l'Office national du film qu'Aquin aborde de front les luttes décoloniales africaines de l'époque. *Trois pays, trois grands-mères, Jour de mariage* et *À l'heure de la décolonisation* témoignent de cet engagement à faire connaître les réalités et les pensées anticoloniales de l'heure. Ce dernier court métrage documentaire marque un moment important de la réflexion sur la francophonie et est réalisé et monté par la grande Monique Fortier, en 1963, alors qu'Hubert Aquin en signe le texte.

Postérité

La décolonisation, associée fortement à la Révolution tranquille et à un ensemble de discours prônant l'indépendance nationale, semble dans les années 1990 figurer la réussite de l'autonomisation d'une littérature et d'une culture québécoises. La circulation de ces pensées dans la sphère intellectuelle franco-québécoise et dans plusieurs milieux montréalais des années 1950 et 1960 où l'on discute de la situation québécoise témoigne cependant de positions antagonistes

et souvent complexes. Les nuances, passées à la trappe de l'histoire, rappellent que la décolonisation n'est pas le seul apanage d'un groupe d'hommes blancs rêvant de libération nationale, de la fin de l'aliénation d'un peuple ou d'une culture enfin consciente d'elle-même. La métropole offre d'autres histoires et d'autres événements : les prises de position des féministes radicales de l'époque et les répercussions

La littérature est, dans la logique de l'époque, le terrain d'un combat.



du Black Power sur la lutte des Noirs organisent le paysage montréalais des années 1960, par où transite le décolonialisme. De la même façon, le mythe persistant du continent vierge a orienté et oriente toujours plusieurs lectures de la situation québécoise. J'ai souvent mal à ma culture devant un Québec aveugle aux histoires des Premiers Peuples, aux autres versions qu'on a si facilement passées sous silence.

À une époque où la rhétorique de Pierre Vallières et de Michèle Lalonde en fait grincer des dents plusieurs, comment aborder les intrications entre décolonialisme et nationalisme sans tomber dans le piège d'un grand récit unifiant ? Peut-être en historicisant les discours et en en faisant ressortir les référents, les éléments de comparaison ou les antagonismes. Peut-être en se posant en témoin d'une époque et en mettant à distance les affects et la nécessité de prendre position d'un côté ou de l'autre, peut-être en disant d'où l'on parle. Ce qui est certain, c'est que la décolonisation change de lieu de discours en fonction des époques et des actrices et des acteurs qui prennent la parole. La décolonisation comme métaphore, selon les mots d'Eve Tuck et de K. Wayne Yang, est aujourd'hui récusée par des voix dont l'action est ailleurs. La décolonisation effective des terres non cédées, des discours universitaires ou des histoires officielles est visée par nombre de militant·es et de penseur·euses des Premiers Peuples et des diasporas. Je me demande souvent comment être une alliée. Je parle depuis ce qui s'agit. J'essaie de parler depuis l'endroit où quelque chose est en mouvement, contre la fixation identitaire, contre une vision unifiée de la grande histoire, du mieux que je le peux, en lectrice, de la façon la plus sensible que je connaisse, pour tous les après. ●

Marie-Hélène Constant a terminé un doctorat au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal et mène actuellement un stage postdoctoral. Elle publie de la poésie et des articles scientifiques sur diverses plateformes.